



---

# LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Février 2014 – n°67

## SOMMAIRE

<b>Europe 2014 : si on sortait nos diplomates des tranchées ?</b> .....	P. 2
<i>par Bruno VEVER</i>	
<b>Fracture franco-allemande : peut-on encore la réduire ?</b> .....	P. 5
<i>par Bruno VEVER</i>	
<b>Elections européennes : un enjeu au-delà du territoire européen</b> .....	P. 9
<i>par François-Xavier BELLEST</i>	
<b>Agenda</b> .....	P 11



---

## Europe 2014 : si on sortait nos diplomates des tranchées ?

Bruno VEVER

---

Quinze ans après son lancement en 1999 d'une union monétaire qui promettait une vraie révolution, l'Europe de cette nouvelle année 2014 paraît incarner davantage le conservatisme que le dynamisme, le doute que la confiance, la confrontation que l'intégration. Au désenchantement de ceux qui avaient cru au renouveau par l'euro, ce « coup de vieux » précoce de l'UEM – qui accueille pourtant avec la Lettonie son dix-huitième membre - trahit une crispation persistante de ces Etats-nations si longtemps dressés les uns contre les autres.

On s'apprête justement à commémorer le centenaire de la grande guerre, annoncée fraîche et joyeuse avant d'enterrer une génération sacrifiée, puis d'ouvrir la voie à la suivante qui porta au paroxysme les massacres et les ruines, achevant le suicide politique d'une Europe exsangue, écartelée pendant un demi-siècle en deux blocs antagonistes. Depuis, le temps et les élargissements ont fait leur œuvre : l'Union européenne des 28 est devenue une réalité. Dans cette Europe communautaire du « plus jamais ça », les enjeux économiques ont succédé aux affrontements guerriers, les diplomates aux militaires, mais aussi pôle emploi aux hôpitaux de campagne.

Cette Europe enfin pacifiée n'en continue pas moins d'être intensément marquée, sur les vestiges de ses anciens postes douaniers comme de son ancien rideau de fer, par de profondes tranchées politiques et juridiques, budgétaires et fiscales, sociales et culturelles. Et nos Etats européens s'épuisent à rendre ces tranchées inexpugnables, à travers d'interminables guerres diplomatiques de position.

Dans ces conditions, la construction européenne s'enlise aussi profondément que sûrement sous le poids croissant de ses antagonismes, tandis que la mondialisation des échanges, qui ne connaît d'autre loi que la concurrence à tout prix dans un marché sans frontières, prend tous ces Etats à revers, multipliant sur notre continent ses conquêtes et nos victimes.

Face à l'explosion technologique de la concurrence asiatique, aux capacités financières sans limites des pays pétroliers, aux oreilles inquisitoriales américaines, aux inconnues persistantes de l'ex-URSS et au dynamisme ravageur de toutes les économies émergentes, n'aurions-nous déjà plus à opposer que des résistances locales d'arrière-cour, genre relocalisation jurassienne de jouets tricolores en bois ? Cette pression mondialisée des défis technologiques, des périls sécuritaires, des concurrences économiques et des enjeux sociaux ne devrait-elle pas plutôt nous convaincre de décréter enfin un armistice dans nos confrontations européennes ?



Ainsi, ne serait-il pas temps de cesser de nous jouer les uns contre les autres dans nos missions commerciales en Chine ou ailleurs, au seul profit des intérêts de ces pays tiers ? Ne serait-il pas temps de mettre en commun, comme déjà avec Airbus ou Ariane mais sur une échelle renforcée, nos meilleures capacités de recherche en leur donnant des applications industrielles opérationnelles tant civiles que sécuritaires ? Ne serait-il pas temps de nous accorder une préférence mutuelle intelligente dans l'ouverture des marchés publics ? Ne serait-il pas temps de cesser d'activer les braises avec Bruxelles et entre capitales, et d'alimenter un discrédit croissant des instances européennes auprès des citoyens ?

Bref, ne serait-il pas temps pour l'Europe de 2014 de s'adapter aux conditions d'une confrontation économique mondiale que ses Etats sont en train de lui faire perdre, aussi sûrement qu'ils se trompent d'époque quand ils persistent à bétonner chacun pour soi leurs attributs, tant vantés par les souverainistes de tous bords, d'une souveraineté qu'ils sont devenus bien incapables d'assurer isolément ?

Cette « souveraineté », seule une Europe réorganisée et remobilisée aurait le poids démographique, technologique, économique et financier pour l'exercer et la faire respecter dans la mondialisation d'aujourd'hui. Et seul un pareil poids lui permettrait de peser assez pour escompter encadrer cette mondialisation dans des règles plus transparentes et mieux équilibrées.

Ceci supposerait bien sûr de décréter déjà un halte au sauve-qui-peut chez tous ces euroenthousiastes d'hier qui se cachent aujourd'hui on ne sait où, éparpillés sous les coups de butoir d'euroseptiques aussi féroces dans la critique qu'insaisissables dans l'alternative mais déjà en passe d'imposer leur tempo lors de la campagne des élections européennes de mai prochain.

On n'attend certes pas d'un retour des avocats de l'Europe qu'ils s'évertuent à justifier les absences, les insuffisances et les incohérences de l'Europe d'aujourd'hui. Epargnons-nous la défense molle d'une Europe molle ! Mais on attend d'eux le constat clair que, dans le monde d'aujourd'hui, on ne remédiera pas à la crise politique, économique, budgétaire et sociale que vivent les Européens par moins d'Europe mais bien par plus d'Europe.

On ne leur en voudrait d'ailleurs pas de faire, à cette occasion, de justes contributions sur les responsabilités partagées de ce déficit persistant d'Europe, tant sur le plan budgétaire que financier, fiscal, social, industriel, technologique ou énergétique.

Surtout, on leur saurait gré d'en tirer les leçons et de s'engager sur des approches opérationnelles permettant de relancer efficacement l'Europe. Les chantiers stratégiques laissés en jachère ne manquent pas : compléter l'union monétaire par un calendrier contraignant d'union économique ; créer un Institut budgétaire européen ouvrant la voie à un Trésor européen et à des eurobonds ; doter de ressources propres significatives un budget européen redéployé ; mutualiser dans ce cadre au meilleur coût les actions d'intérêt commun ;



---

mettre en place un encadrement fiscal à l'échelle européenne ; assurer un statut commun attractif pour les euro-entreprises ; développer un Erasmus de la recherche ; etc....

Dans cette Europe qui va connaître dès 2014 quatre années de commémorations des affrontements 14-18, il devient vital de transcender le devoir de mémoire du passé, forcément national, par un devoir d'organisation de l'avenir, forcément européen. Loin d'être contradictoires, les deux doivent se compléter mutuellement.

C'est pourquoi la seule question qui vaille pour donner sens à ces prochaines commémorations paraît claire : cent ans après poilus et casques à pointe, ne serait-il pas temps de sortir nos diplomates des tranchées où nos Etats les ont enterrés, pour ne pas y enterrer aussi les derniers espoirs des Européens ?

Bruno VEVER, délégué général d'Europe et Entreprises



---

## Fracture franco-allemande : peut-on encore la réduire ?

Bruno VEVER

---

Qui se rappelle l'annonce en 2010 par Nicolas Sarkozy, à l'issue d'un Conseil des ministres franco-allemand aussi inédit qu'oublié, d'une mise en convergence de la fiscalité française avec nos voisins allemands ?

Présentée à l'époque comme un assainissement nécessaire de notre fiscalité, un pas décisif dans le rapprochement franco-allemand et une contribution majeure à la consolidation de l'euro, cette annonce ne fut suivie d'aucun effet. Malgré une expertise exploratoire de la Cour des Comptes déjà présidée, comme aujourd'hui, par le socialiste Didier Migaud, elle ne déboucha sur aucun résultat même mineur. Elle ne fit d'ailleurs plus l'objet d'aucun rappel de quiconque ni de nulle part. Rideau sur un vrai gâchis !

Le président actuel, dont les rapports avec la chancelière Merkel sont encore plus compliqués que ceux de son prédécesseur, n'a certes rien fait pour exhumer du placard la promesse non tenue de ce dernier. Mais dans son attente façon Beckett d'une embellie économique qui n'aura cessé de se dérober, il n'a par contre pas renâclé à surcharger encore la pression fiscale française, devenue championne toutes catégories avec plus de 57% du PIB désormais absorbés par les dépenses publiques et les intérêts de la dette. Depuis l'annonce avortée de 2010, le différentiel avec notre voisin allemand est passé à dix points !

Les effets d'une telle dégradation de nos finances publiques ne se sont guère fait attendre : croissance zéro, chômage record, attentisme généralisé, fraudes croissantes, délocalisations massives, déficit extérieur abyssal, notation fondante, moral en deuil et sondages en berne. La promesse présidentielle non tenue d'inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année n'aura pas convaincu les Français des mérites du Père Noël.

L'inversion des courbes qui saute désormais aux yeux est par contre celle du dérapage croissant de notre endettement face à la maîtrise reconquise des finances publiques allemandes, avec une aggravation aujourd'hui atterrante des différentiels dans les projections. Un dérapage qui va de pair avec nos récriminations de cigales contre les fourmis d'outre-Rhin, accusées de nous confisquer un soleil disparu !

Face à ce marasme généralisé et aux rébellions naissantes, l'Elysée, Matignon et Bercy n'ont cessé de se renvoyer le mistigri fiscal dans d'étonnantes parties de bonneteau : recul sur une normalisation du régime dérogatoire des « pigeons », suspension de l'écotaxe face aux « bonnets rouges », pause fiscale générale décrétée côté présidentiel, exégèse embrouillée et



temporisatrice de ladite pause côté gouvernemental, et pour finir banco surprise de Matignon, sans attendre ni l'Élysée ni Bercy, avec l'annonce subite d'une « remise à plat » de toute la fiscalité !

Notre mikado fiscal, mille fois superposé par la droite comme par la gauche, devient ainsi l'improbable terrain de manœuvre choisi pour désembourber un gouvernement qui n'a effectivement plus grand-chose à perdre. Souhaitons-lui bonne chance !

Quel contraste avec l'Allemagne ! Car contrairement à nos divisions, nos clivages, nos états d'âme et nos incohérences, le « Standort Deutschland » est aujourd'hui plus uni et plus solide que jamais. Deux décennies après sa réunification, notre voisin a su rééquilibrer ses comptes puis réagir avec succès à la crise de 2008 en faisant le choix de s'adapter durablement à l'ouverture tant internationale qu'européenne. Sociaux-démocrates, verts, libéraux et chrétiens-démocrates se sont succédés ou alliés pour y contribuer directement.

Ils ne l'ont pas fait sans débats, sans tensions, sans sacrifices ni remises en cause. Les Kohl, Schröder et Merkel, à l'instar de leurs ministres, de leurs alliés ou de leurs rivaux, n'ont pas laissé leurs compatriotes indifférents. Ils n'ont pas, eux non plus, hésité à alourdir leur facture fiscale et sociale quand l'intérêt national l'exigeait, notamment suite à la réunification.

Mais nos voisins allemands n'ont jamais cédé pour autant aux confrontations simplistes droite contre gauche et vice-versa. Par contre, ils ont su inscrire leurs réformes dans une volonté nationale pour réduire les fractures. Ils ont su partager une même ambition de réussir ensemble dans la compétition mondiale. Ils ont su rallier à cette fin l'appui coresponsable des partenaires sociaux. Et ils ont su mobiliser en première ligne le poids décisif de régions fortes et fédérées. Ils ont ainsi, dans tous ces domaines, fait exactement le contraire de nos pratiques hexagonales.

Ainsi, au fur et à mesure que cette Allemagne réunifiée réduisait sa fracture nationale, on a pu voir, de façon quasiment parallèle, s'élargir la fracture franco-allemande. Beaucoup de péripéties et d'occasions gâchées se sont additionnées pour aggraver cette distanciation : trop d'allers-retours et d'inconstances dans notre vie politique nationale dont le seul point fixe est un jacobinisme sans partage, une surdité constante de l'Élysée aux ouvertures d'outre-Rhin à un quelconque fédéralisme européen, le rejet français du traité constitutionnel, la montée en puissance naturellement irréversible de l'Allemagne unifiée dans l'Europe réunifiée, la fragilisation grandissante de la cohésion d'une zone euro trop hétérogène sous les coups de butoir de la crise.

Aujourd'hui, alors que l'Allemagne a retrouvé un équilibre stable et des repères solides dans la nouvelle Europe, avec des voisinages culturellement proches et des esprits ouverts aux défis d'une concurrence mondialisée, la France au contraire ne cesse de perdre les siens sans en trouver de nouveaux, faute sans doute de s'être elle-même remise en question au moment où elle aurait pu et dû le faire.



Chez nous, les orateurs politiques qui tiennent le haut des tribunes voire du pavé et assurent les programmes des médias ne cessent de vanter, sur tous les tons et hélas dans presque tous les partis, les replis et mirages d'une France protectionniste, assiégée par la rapacité d'une finance ennemie et par l'horreur économique d'une mondialisation hostile. Et ces craintes réitérées deviennent peu à peu notre réalité !

De l'autre côté du Rhin, les orateurs qui comptent, qui se font entendre et qui se font élire s'accordent au contraire sur l'impératif d'une Allemagne compétitive ouverte sur un monde nouveau et dynamique qui représente autant d'opportunités de croissance, d'exportations, d'échanges et de coopérations. Et cette confiance collective permet d'engranger autant de résultats probants et de succès durables !

Comment pourrions-nous réduire pareille fracture culturelle entre nos deux peuples, qui nous paraissent aujourd'hui si profondément étrangers, dans leur vision du monde et de l'Europe, dans leur système national et social, dans leur façon de faire de la politique, de gérer leurs régions, de faire tourner leurs entreprises, de prévenir ou de désamorcer les conflits sociaux ? Et comment avons-nous pu laisser pareil fossé se creuser malgré la même monnaie, les mêmes contraintes budgétaires, les mêmes ouvertures aux frontières et les mêmes institutions à Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg et Francfort ? Enfin comment envisager sur ces bases faire un jour de l'Europe une réalité authentique, ressentie par les peuples, par delà la technocratie actuelle d'une Europe confisquée par les gouvernements et d'anonymes experts ?

Les solutions, on les connaît, au moins en ce qui concerne les réformes à adopter chez nous, qui représentent il est vrai le plus gros des défis dans une remise à plat franco-allemande. Mais ces réformes font peur, car elles heurteraient trop de situations anachroniques et de corporatismes solidement établis qui sont devenus aujourd'hui, bien plus que la mondialisation ou la finance, nos véritables ennemis !

Il fut un temps où la France avait victorieusement affronté ses adversaires d'alors par un triple et vibrant appel à l'audace ! Ne serait-il pas temps aujourd'hui de retrouver un peu de cette impertinence, de cet éveil, de cet élan ? A quelles fins ? Sans doute pour supprimer des départements issus d'une époque de diligences et affirmer des régions à l'échelle d'une relecture européenne ; pour assécher à la source les consanguinités voire corruptions d'un centralisme asphyxiant ; pour démanteler des bastilles administratives sans contrepouvoirs ; pour abolir des statuts et privilèges d'un autre temps ; pour refonder un parlementarisme efficace et moderne digne de nos voisins ; pour être en situation de participer à une vraie intégration de l'Europe ; pour donner à nos citoyens et leurs associations les moyens opérationnels d'y jouer un rôle moteur. On le voit, les terrains où la France aurait besoin d'audace ne manquent pas. Elle pourrait, ce faisant, rendre à un Tocqueville ou un Monnet, aussi valorisés chez nos voisins que méconnus chez nous, justice dans leur propre pays !



---

La mise à plat de notre système fiscal constitue certes un plat de résistance, dans tous les sens du terme, pour un tel programme. Par un surprenant coup de dés, il se trouve que notre gouvernement veut en faire son nouveau cheval de bataille ! Mais cette bataille n'a aucune chance d'être gagnée si elle est livrée indépendamment d'une réforme plus générale de notre système national qui en est le fidèle reflet.

Plus encore, cette bataille n'aboutira à rien, sauf à nous isoler davantage, si elle ne s'inscrit pas dans un objectif européen opérationnel. Pour nous épargner de prévisibles déconvenues, nous serions bien avisés de nous inspirer ici des réussites de nos voisins, plutôt qu'improviser dans le brouillard où nous nous sommes piégés. Ce qui supposerait bien sûr d'en dire au moins un mot à nos partenaires allemands...

Alors, si on en revenait finalement, tous clivages mis à part, à l'idée d'une mise en convergence fiscale entre la France et l'Allemagne ? Car le seul tort de l'annonce ratée de Nicolas Sarkozy fut de l'avoir oubliée pour achever son quinquennat sur de vains ultimatums à Bruxelles au lieu d'engranger un rapprochement réussi avec Berlin. Mais la roue de l'Histoire continue de tourner : voulons-nous en définitive que ce soit contre nous, sans nous ou avec nous ?

Bruno VEVER, délégué général d'Europe et Entreprises





---

## Elections européennes : un enjeu au-delà du territoire européen

François-Xavier BELLEST

---

En 2005, le Non français au Traité constitutionnel a failli mettre un terme à la construction européenne. Enterrer l'Europe politique aurait été une grosse erreur... Nous le savons déjà !

Au delà d'affronter la crise économique et sociale, comme de renforcer sa place dans le monde, l'Europe doit répondre aux besoins identitaires et aux aspirations profondes des Européens.

Ces débats doivent prendre une bien plus grande place aujourd'hui. Ces débats doivent être de qualité, bien plus encore que de quantité. Pourquoi ne sont-ils pas plus présents dans « l'agenda politique » des pays membres ? Personnellement, je pense qu'il faut lutter contre toute forme de populisme qui chercherait à prendre ce vote en otage et à instrumentaliser son expression démocratique.

Qui plus est, contrairement à d'autres pays membres, nos parlementaires sont appelés à prendre à revers une profonde morosité ambiante. La France semble rester en panne. Les Français, eux, le sont assurément. Cela ferait-il partie de cette pensée défaitiste qui semble devenir notre marque ? Pourquoi cette europessimisme ambiant ? Que signifie être Européen aujourd'hui ?

Ces questions reviennent fréquemment aux lèvres des Européens. Elles ne trouvent pas de réponse ou si peu...

Ce qui est beau dans le projet politique européen est d'avoir intégré la Déclaration des Droits de l'Homme, en y incluant certes des valeurs et références d'inspiration très libérale, mais certainement bien adaptées au monde d'aujourd'hui (cf. ouverture du commerce, des échanges et de la circulation, intégration économique et financière, etc.). Mais une Europe ouverte sur elle-même, une Europe ouverte sur le monde, c'est également une manière d'échanger les idées et les cultures.

Ainsi, l'un des points forts de l'Europe, y compris sur le plan économique, est ce mariage entre un savoir-faire ancien et le monde contemporain. Cette union réussie est une force que beaucoup nous envient.



---

Les nouvelles générations de jeunes Européens parlent plusieurs langues et se confrontent à plusieurs cultures, virtuellement ou sur place. Dès lors, un Européen pourra s'adapter plus vite qu'un Américain, un Canadien, un Brésilien ou un Chinois dans la mesure où il sera souvent plus ouvert que la plupart de ceux-ci.

Aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil ou en Chine, on peut faire cinq heures d'avion tout en restant dans le même pays. En Europe, dans un rayon de trois heures d'avion on rejoint des cultures très différentes. Et ce avec un même passeport. On peut prévoir un déplacement en quelques clics sur Internet le vendredi et se retrouver facilement « ailleurs » le week-end en Europe.

L'Europe est certes un marché, et même un grand marché, pour les autres comme pour nous-mêmes. Mais c'est aussi une entité intégrée. Lorsqu'on se place dans une dimension internationale l'Europe, en tant qu'entité formant un tout, a un rôle spécifique. Ses contrastes alliés à sa pérennité ont un charme qui lui appartient en propre.

La diversité de l'Europe n'existe pratiquement nulle part. Et cela, on le constate aisément lorsque nous sommes hors d'Europe !

On peut ainsi s'adresser à un Américain, un Canadien, un Brésilien ou un Chinois en étant Européen autant sinon plus que ressortissant d'un de ses pays membres.

Si l'Union européenne disparaissait, l'Europe resterait un grand marché mais les Européens risqueraient fort de se retrouver marginalisés. Et « refaire » l'Europe serait bien hypothétique car il serait terriblement difficile de ressusciter une espérance déçue !

Voilà pourquoi ces élections européennes, dont on parle actuellement si peu, sont si importantes. Elles nous rappellent qu'unis nous sommes une puissance, une force, une voix. Il nous revient donc d'être pleinement acteurs de cette voix !

François-Xavier BELLEST,  
Sémiologue, administrateur d'E&E.



---

## AGENDA

**Mercredi 5 février 2014 de 14h à 18h**

*Maison de l'Europe de Paris : 35, rue des Francs Bourgeois - 75004 PARIS*

Europe et Société, en coopération avec Réalités du Dialogue Social (RDS), organise une conférence-débat :

### **Dialogue social européen : la contribution des employeurs**

Cette conférence-débat s'inscrit dans un cycle de 11 réunions de décembre 2013 à juin 2015 consacré à une meilleure connaissance et compréhension du Dialogue social européen aux niveaux interprofessionnel et sectoriel.

Dans cette période d'incertitude, de questionnement sur le devenir de la politique de l'Union Européenne en matière sociale, ce cycle entend apporter les informations nécessaires à une compréhension pleine et entière des décisions et des comportements des différents acteurs.

La 1<sup>ère</sup> séance s'est tenue le 18 décembre 2013 à la Maison de l'Europe de Paris. Ont été abordés les problèmes de la genèse du dialogue social européen, la méthode suivie, les procédures établies, l'impact dans la politique européenne et les conséquences sur les politiques nationales.

Cette deuxième séance le 5 février 2014 est consacrée à la présentation des organisations patronales européennes, à l'examen des liens entre les organisations européennes, leur conception du rôle du Dialogue social européen, le choix fait en faveur du contractuel de préférence à la directive et au règlement, le rôle et la place des différentes organisations : BusinessEurope, l'Union Européenne de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises (UEAPME), le Centre Européen des Employeurs et Entreprises fournissant des services publics (CEEP).

Intervenants :

- **Hélène Michel**, Professeure de Science politique, auteure du livre « Représenter le patronat européen. Formes d'organisation patronale et mode d'action européenne » (*Ed. Peter Lang - Bruxelles*)
- **Christian Welz**, Directeur de recherche, Observatoire européen des Relations Industrielles, Eurofound (Dublin)
- **Guillaume Cravero**, Conseiller au département Affaires Sociales, BusinessEurope
- Un représentant de l'UEAPME

Inscriptions : Europe et Société : [europetsociete@wanadoo.fr](mailto:europetsociete@wanadoo.fr)



---

**Mardi 4 mars 2014 de 18h30 à 20h**

*Maison de l'Europe de Paris : 35, rue des Francs Bourgeois - 75004 PARIS*

Europe et Entreprises et la Maison de l'Europe, avec le soutien de Fenêtre sur l'Europe, organisent une conférence-débat :

### **Accès à l'espace et défis technologiques**

par le **Dr Coumar OUDEA**, Head of operations for R&T Academic Partnerships, Astrium Space Transportation.

Inscriptions : Europe et Entreprises : [laurette@europe-entreprises.com](mailto:laurette@europe-entreprises.com)

---

#### **EUROPE & ENTREPRISES**

*Association loi 1901*

Maison de l'Europe de Paris  
35 rue des Francs Bourgeois  
75004 Paris

[www.europe-entreprises.com](http://www.europe-entreprises.com)

*Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises,*

Contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à :

[entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)

#### **Président, Directeur de la Publication :**

Philippe Laurette

**Rédaction :** [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)

**Rédacteur en chef :** François-Xavier Bellest

**Editorialiste :** Bruno Vever

**Production :** Europe & Entreprises

**Numéro ISSN :** 1638-6094

*Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.*

---



*Lettres d'Europe et Entreprises – Février 2014-n°67*